



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-38

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 32  
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

**VOTE :**

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

**Présents** : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoint au Maire  
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

**Objet :**

**ATTRIBUTION SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION LES AMIS DE NOTRE DAME DU RAINCY**

**RAPPORTEUR : Annie SONRIER**

### **NOTE DE SYNTHÈSE :**

Dans le cadre du soutien aux associations, les subventions municipales qui leurs sont allouées par le conseil municipal sont de trois natures :

- Les subventions de fonctionnement accordées chaque année, après examen des demandes, elles sont provisionnées de façon collective, dans le budget communal,
- Les subventions de démarrage au profit d'associations raincéennes à caractère culturel, sportif ou social qui en ont fait la demande, pour un montant forfaitaire de 140,00€,
- Les subventions exceptionnelles accordées pour un évènement particulier entraînant des dépenses justifiées, sur proposition de l'Adjoint au Maire de référence en charge de la délégation concernée. Le montant est proportionnel à la nature du projet.

Il convient de rappeler à l'Assemblée que les associations n'ayant pas formulé de demande d'aide financière ne se verront pas attribuer de subvention.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250707-2025-06-38-DE  
Date de télétransmission : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser monsieur le Maire à procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 000 € à l'association « Les Amis de Notre Dame du Raincy ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le Budget primitif de l'exercice 2025.

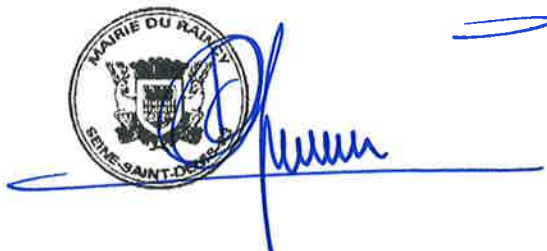
**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à procéder à l'attribution d'une subvention pour l'association « les Amis de Notre Dame du Raincy » d'un montant de 3 000 euros.

**ARTICLE 2 : DE DIRE** que la dépense globale sera imputée au Budget 2025.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
POUR EXTRAIT CONFORME

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en France ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

093-219300621-20250707\_2025-06-38-DE  
Date de télétransmission : 07/07/2025